

TIMOR *clips*

No. 6 - DECEMBRE 1994

BULLETIN D'INFORMATION SUR TIMOR ORIENTAL

UNE FLAMME

Pendant le sommet de l'APEC, le Forum économique de l'Asie-Pacifique, à Djakarta, 29 étudiants timorais ont réussi à s'introduire dans l'enceinte de l'Ambassade américaine dans cette ville. Ils ont tenu en échec pendant plusieurs jours le gouvernement indonésien.

Ils ont percé le mur du silence dont le régime de Suharto voudrait entourer leur pays. Bill Clinton, présent au sommet, a déclaré que "les timorais devraient avoir un mot de plus à dire sur leur destin".

Dix-neuf ans après l'invasion illégale de Timor-Oriental par l'Indonésie, malgré la répression et les tueries, ils ont prouvé que le peuple de ce petit pays résiste toujours.

Grâce à la Croix Rouge et au soutien international, ces jeunes timorais sont aujourd'hui exilés au Portugal. Mais ils ont laissé là-bas des émules.

Ils représentant en effet une nouvelle génération de résistants à l'occupation. Les jeunes des villes de Timor ont repris la petite flamme de l'indépendance entretenue depuis 19 ans dans le maquis de Xanana Gusmão, comme le prouvent les manifestations qui ont éclaté à Timor pendant le sommet de l'APEC.

Non, décidément, l'Indonésie ne pourra pas compter sur la fatigue et la lassitude des timorais pour maintenir son régime d'oppression.

DANS CE NUMERO

UN DOSSIER SUR
TIMOR ORIENTAL

■
UN INTERVIEW
DE RAMOS HORTA

L'indépendance à fleur de peau

Pendant le sommet de l'APEC à Djakarta, et à l'occasion de l'anniversaire du massacre de 1991, des manifestations se sont succédées à Dili.

Voici des extraits du reportage de Libération sur ces faits

Dili, envoyé spécial

Ecrasée de soleil, la petite capitale du Timor-Oriental, en proie à des manifestations irrédentistes contre la tutelle indonésienne, ne laisse rien paraître de l'ébullition qui la secoue depuis plus d'une semaine, si ce n'est les soldats qui battent la semelle devant la façade craquelée du palais du Gouverneur. C'est pourtant de Dili, ancienne capitainerie de la colonie portugaise annexée par l'Indonésie en 1975, qu'est partie la vague de protestation qui a réussi à troubler le récent sommet de l'Apec, le Forum économique de l'Asie-Pacifique réunissant toutes les puissances de la région, obligeant le président américain Bill Clinton à s'engager pour la première fois en faveur des aspirations autonomistes de la population est-timoraise.

Des dizaines d'arrestations. Quatre rassemblements pro-indépendantistes se sont succédé depuis le dimanche 13 novembre. A Dili, ces mouvements contestataires se sont soldés par des dizaines d'arrestations et, de source informée, par de nombreux tabassages imputés à l'armée indonésienne et aux agents en civil du SGI, les services secrets indonésiens. La présence à Djakarta et à Dili d'une poignée de journalistes invités par les autorités dans la foulée du prestigieux sommet de l'Apec a joué un rôle indéniable de catalyseur. Le territoire bâillonné, dont l'annexion n'a jamais été reconnue par les Nations unies, n'a toutefois pas cessé, depuis la visite d'un ambassadeur américain en 1989, de saisir de semblables occasions pour exprimer son opposition à l'«intégration» de Timor-Est.

Djakarta a toujours opté pour la répression brutale. Le 12 novembre 1991, une foule de plusieurs milliers d'habitants

criant «Timor libre» s'étaient rendus au cimetière de Santa-Cruz, à Dili, pour célébrer les funérailles d'un militant abattu quelques jours plus tôt. L'armée avait ouverte le feu, laissant sur les pierres tombales roses et bleues entre 50 et 270 cadavres, selon les décomptes, sans parler des dizaines de disparus sur lesquels les autorités restent toujours muettes. «Un immonde bain de sang ... », se souvient l'un des nombreux témoins. Trois ans plus tard, la situation n'a guère évolué, malgré les appels à la conciliation lancés par Washington.

Le ressentiment des Timorais à l'encontre des dizaines de milliers d'émigrés venus d'autres îles de l'archipel (Java, Sulawesi), dont l'installation est encouragée par Djakarta, s'est aggravé sérieusement, comme l'ont démontré les émeutes qui ont éclaté les 13 et 18 novembre à la suite du meurtre d'un habitant par un commerçant indonésien. Tenant son enfant dans ses bras, une Javanaise contemple, hébétée, les décombres encore fumants de son échoppe réduite à un amas de tôles et de tissus calcinés. «Bien sûr que j'ai peur», dit un autre émigré qui émerge, une machette à la main, de l'une des 50 boutiques saccagées par un millier de Timorais.

Les Indonésiens pris pour cible. «La violence est tout à fait justifiée», explique l'un des leaders étudiants sur le campus de Dili, où, mardi dernier, les jeunes manifestants exigeaient la libération de Timor-Est sur les banderoles de fortune brandies devant les caméras occidentales. Alors que les soldats et policiers indonésiens encerclaient l'université, 2.000 étudiants lapidaient au passage tout véhicule suspecté d'être conduit par un Indonésien.

(suite page 3)

◆ Conférence à Manille

Du 31 mai au 4 juin s'est tenue à l'Université de Manille, aux Philippines une conférence Asie-Pacifique sur Timor-Oriental, avec la participation des organisations des droits de l'Homme de l'Asie du Sud-Est et des ONG de solidarité internationales.

Le gouvernement indonésien a multiplié les démarches et les pressions pour essayer d'empêcher la tenue de la réunion, mais cela n'a fait qu'éveiller à la cause timoraise les opinions publiques aux Philippines et dans les autres pays de la région, y compris en Indonésie même.

En effet, devant les menaces de Djakarta au sujet de plusieurs joint-ventures et l'arraisonnement de 25 bateaux de pêche philippins, les autorités de Manille ont essayé d'interdire la réunion et de refouler les personnalités étrangères invitées, dont Danielle Mitterand et Mairead Maguire, prix Nobel de la Paix.

La conséquence en fût que la conférence elle-même devint un événement national, que les étudiants de Manille se sont mobilisés pour protéger les participants, que plusieurs manifestations ont eu lieu dans les pays de la région.

Des ONG indonésiennes ont interpellé leur gouvernement sur le bien fondé de sa stratégie et plusieurs personnalités de l'opposition ont critiqué aussi bien Djakarta, pour son ingérence, que Manille, pour y avoir cédé.

◆ Le PE n'oublie pas Timor

La question de Timor, et notamment la situation des étudiants Timorais qui ont occupé l'enceinte de l'Ambassade américaine en Indonésie, a été encore une fois mise à l'Ordre du jour à Strasbourg.

Le 16 novembre, le PE a adopté une résolution condamnant l'action des forces armées indonésiennes et soutenant la lutte du peuple de Timor pour son indépendance. Le PE exhorte le Conseil de l'Union européenne à prendre des mesures fermes d'appui à la solution du problème sur la base de négociations avec la participation de représentants de la Résistance. En même temps, il demande aux gouvernements des Etats-membres de cesser la vente d'armes à Djakarta et de suspendre toute coopération avec l'Indonésie tant qu'elle persiste dans son occupation illégale. Dans cette résolution le PE demande encore une fois l'envoi d'une délégation du PE à Timor-oriental.

Belgique

Réunions de solidarité en janvier

Le 26 janvier prochain à 20 heures aura lieu à Bruxelles, à l'Espace International, Chaussée de Wavre, 205, une soirée débat sur le Timor Oriental.

Participeront en principe à cette réunion: José Ramos Horta, porte-parole de la Résistance timoraise à l'extérieur, José Amorim, son représentant en Europe, et Liem Swei Liong, dirigeant de TAPOL, organisation de défense des Droits de l'Homme en Indonésie ayant son siège à Londres.

Cette séance d'information-débat sur le Timor Oriental est insérée dans un ensemble d'initiatives sur la paix et les droits de l'Homme dans le contexte actuel de la situation internationale et est susceptible d'intéresser tous ceux et celles qui désiraient s'informer davantage sur la question.

Cet ensemble d'initiatives, auquel participe et collabore le Comité SOS Timor, est organisé par plusieurs associations bruxelloises, notamment le MCP - Mouvement Chrétien pour la Paix, le Forum Bruxellois pour la Paix, la Coordination Bruxelloise pour la Paix, le Comité pour les Droits de l'Homme au Rwanda, les Amitiés Haïti, l'Association pour la Paix.

L'objectif commun aux diverses

initiatives de ce cycle est celui de placer les questions de la paix et des droits de l'Homme dans le contexte du droit international, en mettant en relief les accomplissements et les insuffisances de l'Organisation des Nations Unies, et dans celui des rapports économiques Nord-Sud.

□ Du monde entier

Les 27, 28 et 29 janvier, des groupes de solidarité du monde entier se rencontreront à Bruxelles pour débattre de la situation à Timor et préparer l'organisation de campagnes communes.

La réunion se tiendra dans les locaux de la Maison Internationale (Chaussée de Wavre, 205) et sera organisée par SOS Timor. Des groupes japonais, australiens, américains et de plusieurs pays d'Europe sont attendus.

Nous avons prévu une réunion ouverte à la participation de tous les intéressés où seront présents des représentants de la résistance timoraise.

Si vous souhaitez participer à cet événement, contactez-nous. Vous recevrez les informations nécessaires.

SOS Timor

- B.P. 39 -1040 Bruxelles 42

Manifestation à Bruxelles

Quelques dizaines de fonctionnaires européens ont manifesté le 23 novembre devant l'Ambassade allemande pour attirer l'attention de la Présidence de l'Union européenne sur la situation à Timor-Oriental.

Les manifestants ont remis à un responsable de l'Ambassade une lettre où ils demandaient une politique européenne plus engagée dans la recherche d'une solution pour le problème, et notamment: 1) la défense du droit des Timorais à participer aux négociations sur leur propre destin; 2) des démarches auprès du Gouvernement indonésien pour demander la libération de Xanana Gusmão; 3) la cessation immédiate de la vente d'armes à l'Indonésie par des Gouvernements européens.

Lors de l'entretien qu'il a accordé à une délégation des fonctionnaires

présents, le directeur politique de la Représentation allemande s'est engagé à communiquer à tous Etats-membres la lettre et les demandes qui lui ont été communiquées. Il s'est engagé également à suggérer des démarches bilatérales des différents pays, au cas où, faute d'unanimité (le plus probable), l'Union se verrait empêchée de se prononcer. Cette manifestation donnait suite à une pétition avec un but identique envoyée au Président de l'Union européenne et signée par plusieurs centaines de fonctionnaires européens.

Timor clips

bulletin d'information publié par
S O S T I M O R

B.P. 39 -1040 Bruxelles 42

Timor clips se propose d'offrir à ses lecteurs une série de documents de fond sur la question de Timor-Oriental. Nous présentons aujourd'hui les deux premiers documents de cette série, portant sur l'histoire politique récente et sur le rôle de l'Église. Ces deux documents ont été préparés par nos amis de "Agir pour Timor" (Paris).

1. APERÇU HISTORIQUE

POSITION GÉOGRAPHIQUE

L'île de Timor est située à l'extrémité Est de l'archipel indonésien à environ 420 km de la côte Nord de l'Australie. Sa taille (32 000 km²) avoisine celle des Pays-Bas.

Son relief est accidenté et les montagnes de sa cordillère centrale peuvent atteindre plus de 2 000 mètres d'altitude.

Le climat y est généralement sec et la côte Nord reçoit moins de 800 mm de pluie malgré la mousson asiatique qui atteint l'île de décembre à mai.

Histoire coloniale

Déjà connue par les commerçants malais et chinois depuis plus de trois siècles, l'île a été découverte par les Portugais au début du XVI^e siècle.

Bien que très hétérogène sur le plan ethnolinguistique (plus d'une vingtaine de groupes recensés appartenant aussi bien au type Malayo-Polynésien que Papou), sa partie Est a été longtemps dirigée dans le cadre d'une structure unique, le Waiwiku-Waihale. À l'arrivée des premiers Européens, son pouvoir s'exerçait par le biais d'un réseau d'alliances inter-ethniques.

La première vague de peuplement européen s'est rapidement métissée, formant un groupe qu'on appellera les «Portugais noirs» ou «Topasses». À l'issue de la longue épreuve de force qui opposera ces Topasses aux Waiwiku-waihale, puis aux Portugais envoyés par la métropole et enfin aux Hollandais, Timor sera partagée en deux. Sa partie Ouest (13 500 km²) deviendra hollandaise et sa partie Est (19 000 km²) restera portugaise. Ces frontières coloniales seront entérinées par la Cour Internationale de la Haye le 25 juin 1914.

Le Timor Occidental restera colonie des Pays-Bas jusqu'en 1945, date à laquelle il sera intégré à la République d'Indonésie à l'instar de l'ensemble des Indes Néerlandaises (à l'exclusion notable de la Nouvelle Guinée Occidentale). En vertu du droit international qui reconnaît l'intangibilité des ex-frontières coloniales, Timor Oriental restait un territoire portugais.

LA SITUATION POLITIQUE DANS LA COLONIE

1974-1975 : La naissance des mouvements politiques nationalistes

La «Révolution des œillets» du printemps 1974 au Portugal permet

l'émergence à Timor de trois mouvements politiques

- L'UDT (Union Démocratique Timoraise). Dirigée par des fonctionnaires de l'administration coloniale et l'aristocratie régionale, elle prône le maintien des liens avec le Portugal puis envisage l'indépendance à terme.

- Le FRETILIN (Front Révolutionnaire de Timor-Est Indépendant). Il réunit la plupart des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire, catholique et universitaire. Influencé par les conceptions des nationalistes africains (du PAIGC guinéen et du FRELIMO mozambicain notamment), il demande l'indépendance totale de Timor-Est.

- L'APODETI (Association Populaire Démocratique Timoraise). Soutenue et financée par l'Indonésie, elle se déclare favorable au rattachement du territoire à l'archipel.

Alors que le nombre des sympathisants de l'UDT et du FRETILIN va se multiplier au fil des mois, l'APODETI ne parviendra pas à mobiliser les Timorais autour de son programme. Sans doute du fait de la spécificité de son expérience coloniale, de l'implantation ancienne de l'Église catholique et de l'absence quasi-totale de liens historiques ou contemporains avec l'Indonésie, la population refuse d'une intégration.

1. APERÇU HISTORIQUE

INFLUENCE INDONESIENNE ET GUERRE CIVILE

Le 18 mars 1975, l'UDT et le FRETILIN concluent une alliance pour exiger de concert une indépendance à terme. Le Gouvernement indonésien, s'apercevant alors du caractère inéluctable de l'échec de l'APODETI, va encourager certains dirigeants de l'UDT (son président Lopes da Cruz notamment) à rompre avec le FRETILIN et à prendre le pouvoir par la force. Aidé par le Major Gouveia, Chef de la police, l'UDT va ainsi s'assurer le contrôle de la capitale, Dili, et des principales agglomérations dans la nuit du 10 au 11 août 1975. Cette prise de pouvoir sera suivie par le retrait immédiat des autorités des autorités portugaises qui avaient d'ores et déjà reçu pour instruction de quitter la colonie le plus rapidement possible.

N'ayant dès lors plus rien à attendre du côté portugais, le FRETILIN va tenter de reprendre le pouvoir à l'UDT. Fort d'un soutien populaire plus important et de l'aide d'une grande partie des militaires autochtones, il va rapidement l'emporter et, au début du mois de septembre, il contrôle l'ensemble du territoire. Selon tous les observateurs (dont la Croix Rouge Internationale), ce conflit a causé la mort d'environ 3 000 Timorais.

INTERVENTION MILITAIRE INDONÉSIENNE ET INTÉGRATION

Malgré les demandes répétées du FRETILIN, le Portugal ne rétablira pas sa présence sur place afin d'assumer le processus de décolonisation. Le parti nationaliste administrera donc le territoire entre septembre et décembre 1975. Ses *leaders*, malgré un programme politique modéré ne pourront pas convaincre l'Indonésie de surseoir à son intervention militaire. Après plusieurs incursions frontalières et en contradiction avec les engagements formels pris par le Ministre des Affaires Étrangères Adam Malik, les troupes indonésiennes débarquent à Dili le 7 décembre 1975. Il

est à noter que le Président américain Ford et son Secrétaire d'État Kissinger étaient présents à Jakarta le 6. Leurs déclarations postérieures tendent d'ailleurs à prouver qu'ils ont donné leur aval à cette opération. Bien que la situa-

La manifestation non-violente du 12 novembre 1991, lors de laquelle des militaires indonésiens ont reçu l'ordre de tirer sur la foule (causant la mort de 271 personnes et quelque 200 disparus) a tout lieu d'inquiéter les autorités indonésiennes.

tion militaire soit encore très incertaine du fait de l'apreté de la résistance, le président Suharto, prétextant une requête timoraise, proclamera l'intégration de Timor-Est à l'Indonésie le 17 juillet 1976. Le territoire deviendra ainsi la 27^{ème} province de l'archipel.

Réfugié dans les montagnes du centre du territoire, le FRETILIN va continuer à mener de nombreuses actions de guérilla dont certaines lui permettront de menacer les troupes d'occupation cantonnées dans la capitale et les principales agglomérations.

Pour venir à bout des guérilleros, largement soutenus par la population (y compris les anciens supporters de l'UDT), l'armée indonésienne va se montrer particulièrement répressive. Empêchant les journalistes de se rendre dans l'île et ses habitants de la quitter, elle va régulièrement s'en prendre aux populations civiles et exécutera la plupart des résistants qui choisiront de se rendre.

De même, afin d'empêcher les Timorais de soutenir la guérilla, les autorités vont regrouper dans des camps ou des «villages stratégiques» d'où ils ne seront pratiquement pas autorisés à sortir pour cultiver leurs terres. Cette politique va avoir des conséquences désastreuses puisque, du fait des effets cumulés de la famine et de la répression, entre 200 000 et 350 000 personnes vont trouver la mort entre 1975 et 1981 (sur un effectif total de 700 000 habitants en 1975).

LA SITUATION ACTUELLE

Bien que les guérilleros aient été repoussés au cur des montagnes, l'armée indonésienne doit maintenir en permanence un effectif de 15 000 à 30 000 hommes sur le terrain pour contrôler la population.

Afin d'accélérer la pacification, le Gouvernement encourage commerçants, agriculteurs et fonctionnaires indonésiens à venir s'établir DANS le territoire. Ces derniers voient d'ailleurs leurs salaires majorés d'au moins 20% et leurs perspectives de carrière améliorées lorsqu'ils acceptent cette nomination. On pense qu'à l'heure actuelle entre 150 000 et 250 000 Indonésiens se seraient déjà installés à Timor-Est.

Parallèlement, les jeunes Timorais, pourtant formés à l'école indonésienne ne parviennent pas à trouver d'emploi ni dans l'administration ni dans le secteur privé. D'ailleurs, les crédits considérables théoriquement accordées pour le développement de Timor-Est par l'Indonésie (environ 15% de capitaux de plus que pour la province voisine de Nusa Tenggara-Est qui est pourtant quatre fois plus vaste et cinq fois plus peuplée) ne semblent pas pour la plupart investis DANS des projets réels. De même, si les infrastructures routières et l'électrification du territoire se poursuivent assez rapidement, cela ne semble pas profiter aux populations qui ne disposent ni de moyen de transport, ni des ressources nécessaires pour se procurer des produits importés ou s'équiper d'appareillages électriques.

La manifestation non-violente du 12 novembre 1991, lors de laquelle des militaires indonésiens ont reçu l'ordre de tirer sur la foule (causant la mort de 271 personnes et quelque 200 disparus) a tout lieu d'inquiéter les autorités indonésiennes. Elle a en effet été organisée par des jeunes gens qui n'ont pas pour la plupart connus les premières années d'occupation, mais n'en développent pas moins un fort sentiment nationaliste.*

2. L'EGLISE

La tâche des missionnaires n'a jamais été aisée à Timor et en particulier à Timor-Est (la partie ouest de l'île fut occupée par les Hollandais, protestants, vers la fin du XVIII^e siècle); en partie à cause des ruptures politiques dans la métropole (la Révolution libérale de 1834 à 1874 et la proclamation de la République en 1910, qui détermineront la politique anticléricale à Lisbonne et ont brisé le travail des missions), mais aussi à cause de la résistance culturelle des Timorais à l'égard de l'évangélisation - et cela malgré d'autres époques politiques plus propices au développement de l'action des missionnaires, vers la fin du XIX^e siècle ou pendant le régime salazariste (1933-1974).

Epris d'une profonde présence du sacré (imbrication des hommes avec la terre, les plantes, etc...), les peuples animistes de Timor n'ont pas accepté d'emblée l'imposition d'un nouvel ordre de référence; ce fut plutôt, historiquement, un long et patient processus que les missionnaires ont mis en route au XVI^e siècle. Même si l'Etre suprême des Timorais - Maromac - a été rapproché de son équivalent dans les conceptions européennes, le "monde de la vie", fait de multiples réseaux de liens entre les hommes et avec la nature, n'offrait que peu de prise à une "conversion profonde".

Ces difficultés ont été rapidement pressenties par les missionnaires, raison pour laquelle ils se sont adressés essentiellement aux enfants des grandes familles des royaumes et, dans ce long processus d'éducation religieuse, la Mission n'a pas essayé de modifier radicalement les structures identitaires, religieuses et sociales des Timorais.

L'Eglise a du tempérer son élan et, en quelque sorte, prouver sa "bonne foi", ce que, grâce à certains de ses membres, elle a réussi. La défense des intérêts des Timorais contre les exigences du pouvoir temporel par l'Evêque D. Frei Manuel de Santo António, pendant la guerre de Cailaco (1724-25), lui a valu l'expulsion. Les missionnaires ont appris les langues des deux groupes timorais, se sont intéressés à mieux connaître la culture timoraise (moeurs, mythes, chants), ont introduit de nouvelles espèces agricoles, créé des écoles et une grammaire en tétum, la langue véhiculaire, ont formé des catéchistes et prêtres timorais.

Et même si d'autres ont systématiquement détruit les lieux et autels sacrés des Timorais, méprisant les "païens" et leurs coutumes "sauvages", ces missionnaires éblouis par "l'élan civilisateur", qui "se voyaient comme des aumôniers de l'administration coloniale et des vieilles familles chrétiennes plutôt que comme missionnaires, ne connaissant ni les langues ni la culture du pays, prêchant et enseignant le catéchisme en portugais, si bien qu'aux yeux des gens ordinaires devenir chrétien ou devenir Portugais, c'était la même chose" (Eglises d'Asie), le fait est que l'Eglise, au long des quatre siècles de présence, a profondément façonné les Timorais.

En 1974, le nombre de catholiques avait plus que doublé par rapport aux années 1950, atteignant le chiffre de 196570, soit 30% d'une population de 659 000 personnes selon le recensement portugais. Il y avait alors à Timor-Est quarante quatre prêtres, dont vingt-cinq étaient timorais de naissance, huit frères et quarante-trois religieuses.

En outre trente-sept catéchistes et cent soixante enseignants contribuaient au travail de l'Eglise. Dix ans plus tard, en pleine occupation indonésienne, la proportion de catholiques recensés est de 80%. En 1990, les estimations sont de 90%. Comment comprendre ce radical changement? Sachant cependant qu'actuellement, avec ses vingt-trois paroisses, le diocèse de Dili manque désespérément de prêtres. Ils étaient cinquante en 1991, seulement dix de plus qu'en 1974. Le nombre de religieuses du diocèse est tombé de quarante-neuf à cinquante-cinq. Il y a toutefois à présent mille onze catéchistes actifs dans le diocèse, contre trente-sept avant l'invasion.

A LA DEFENSE DES TIMORAIS

«C'est une résolution généralisée d'un peuple qui cherche en nous la défense de son identité» écrivait D. Carlos Filipe Ximenes Belo, administrateur apostolique de Dili, le 12 août 1983.

L'invasion militaire indonésienne a contraint l'Eglise à prendre des mesures immédiates de sauvegarde de la vie des Timorais. Dès les premières heures de l'invasion, des milliers de Timorais à Dili et partout cherchaient un refuge dans les églises, chez les prêtres, dans la maison de l'évêque où ils sont restés pendant des mois. Dans les villes, plus libres de circuler, les prêtres vont essayer de sauver des vies, de demander pardon pour des prisonniers, de se porter garants, de transporter des vivres, de consoler partout.

2. L'EGLISE

Au début de 1976, après les exactions et les massacres liés directement à l'invasion indonésienne (le 7 décembre 1975), l'évêque, Mgr. Ribeiro, envoya une protestation énergique au gouvernement indonésien. Lorsqu'il rentra au Portugal en 1977, le cœur brisé, il fut remplacé par un Timorais, Mgr. Martinho da Costa Lopes. Bien qu'il fut évêque, le nouveau prélat mis à la tête de l'Eglise locale ne reçut du Vatican que le titre d'administrateur apostolique. En l'excluant ainsi de la Conférence épiscopale d'Indonésie et en se rendant directement responsable devant le Saint-Siège, le Vatican pouvait soutenir la revendication de Timor Oriental à l'autodétermination. L'Eglise catholique devint de la sorte la seule institution qui pouvait faire front aux occupants.

Les premiers secours viennent de l'Eglise, de même les premiers appels lancés vers l'extérieur informant de la famine. C'est encore de son sein que les premiers rapports et lettres émanent, alertant le monde extérieur, relatant les événements subis depuis l'invasion, les bombardements, emprisonnements, disparitions, la souffrance des Timorais.

Depuis 1981, des appels sont envoyés et, face au silence des Eglises, le clergé timorais témoignera par la voix de D. Martinho Lopes, des massacres commis par l'armée indonésienne entre 1980 et 1983, ce qui lui vaudra l'expulsion (exilé au Portugal en juin 1983, D. Martinho meurt en février 1990).

Sous la direction de son remplaçant, Mgr. Carlos Filipe Ximenes Belo, c'est encore l'Eglise qui défend les langues et coutumes timoraises contre la "javanisation" des jeunes Timorais, qui se bat pour maintenir un enseignement autre que celui de l'occupant, qui parle tétum dans ses services liturgiques.

FOI CATHOLIQUE ET IDENTITÉ MAUBÈRE MARCHENT MAIN DANS LA MAIN

Certes, le mépris des Indonésiens à l'égard de l'animisme, la non reconnaissance de celui-ci par l'idéologie officielle de l'Etat indonésien - la Pancasila - a forcé les Timorais à choisir une des religions en vigueur dans le Panthéon u Pancasila et ceux-ci se sont tournés naturellement vers le catholicisme.

Mais dans ce choix, il y a une reconnaissance de l'Eglise timoraise en même temps qu'un renforcement d'un contre-pouvoir face à l'occupant. Celui-ci a assisté avec consternation à la christianisation progressive de Timor-Est où la foi catholique et l'identité maubère marchent désormais la main dans la main. De ce fait, pour arriver à ses fins, le gouvernement n'a pas hésité à exploiter le fondamentalisme islamique qu'officiellement il condamne... Dans toute la province, les offices religieux catholiques se déroulent sous une sévère surveillance militaire et il n'est pas rare de voir les soldats armés de mitrailleuses debout au fond des églises.

Des rassemblements catholiques sont souvent attaqués, des gens en prière roués de coup...

En dehors des menaces et des accès de violence d'une armée occupante exaspérée, le gouvernement a essayé de traiter le problème chrétien de sa vingt-septième province rebelle par des moyens plus pacifiques. Par exemple, par la "transmigration", en encourageant des Indonésiens musulmans à venir s'établir dans le territoire et en construisant des mosquées aux frais des contribuables partout où était construite une nouvelle église ou chapelle catholique.

L'Indonésie a également sévèrement limité l'entrée des missionnaires étrangers dans le pays. Dans les écoles fréquentées par des enfants catholiques, la plupart des maîtres sont des Indonésiens musulmans, et la seule langue autorisée est la langue nationale indonésienne. Tous les écoliers sont endoctrinés selon les cinq principes du nationalisme indonésien et dans la société en général, ceux qui se souviennent du portugais sont fortement dissuadés de le parler, quelquefois sous la menace de punitions. Mais ces politiques se heurtent à une forte résistance passive.

TIEDEUR DE LA DIPLOMATIE VATICANE

Aujourd'hui, les prêtres qui collaborent avec les autorités, des Indonésiens surtout, sont une petite minorité et, jusqu'aux tragiques événements de novembre 1991, D. Carlos Belo et la majorité du clergé qui lui est fidèle ont

souvent critiqué l'attitude hésitante qu'ils perçoivent de Rome à l'égard de la condition des Maubères. Il faut ajouter à leur crédit que les évêques d'Indonésie ont surmonté leur première hésitation et ont parlé, et qu'en prenant eux-mêmes des risques considérables, ils ont condamné les atrocités et les violations des droits de l'homme à Timor-Oriental dans un communiqué de 1983.

Le Vatican a toutefois montré moins de compassion. En mars 1989, Mgr. Belo écrivit au Secrétariat général des Nations Unies pour demander un référendum d'autodétermination à Timor-Est. Le pro-nonce apostolique à Jakarta, Mgr. Francesco Canalini, rejeta aussitôt sa lettre, en disant que le Vatican ne pouvait pas être d'accord avec son contenu. Et cela, en dépit du fait que le primat d'Indonésie, Mgr. Soekoto, soutenait publiquement l'objectif de Mgr. Belo. Le clergé timorais éprouva aussi des sentiments mêlés après la visite à Dili du pape Jean-Paul II, en octobre 1989, au cours de sa tournée en Indonésie. Son geste pouvait être interprété, et il le fut, comme une acceptation de l'annexion de Timor-Est par l'Indonésie. Un communiqué préalable d'un porte-parole du Vatican, selon lequel "les relations du Saint-Siège avec l'Indonésie ne sauraient être mises en danger à cause de quelques centaines de milliers de catholiques à Timor" fit peu pour apaiser les esprits...

Le choc du massacre de Santa Cruz ébranla le Saint-Siège et le poussa à une action plus ferme. Le 10 décembre 1991, un diplomate du Vatican, l'archevêque Mgr. Giovanni De Andrea, fut envoyé à Timor-Est en signe de soutien à Mgr. Belo et afin d'aider son Eglise en crise. «Nous continuons à mourir en tant que nation» dénonce D. Carlos Belo dans son message de Noël, "nous vivons dans la peur, pas dans la paix. Nous souffrons, nous haïssons, nous pleurons et nous perdons espoir".

Le courageux évêque de Timor-Est a récemment fait savoir qu'en dépit des menaces répétées dont il est l'objet, il était déterminé à rester à côté de son peuple dans sa juste lutte pour la liberté".



L'indépendance à fleur de peau

(Suite de la 1ère page) Les autorités militaires, qui ne sont pas intervenues sur le moment, ont annoncé, le lendemain, l'arrestation d'environ 80 personnes, puis leur intention d'en traduire 22 en justice.

La presse étrangère accusée d'encourager les troubles. Les rixes entre résidents indonésiens et timorais se sont poursuivies vendredi dernier devant la cathédrale de Dili, où manifestaient quelque 500 jeunes locaux. «Les Indonésiens sont nos ennemis», criait l'un d'eux en assenant un coup de bâton à un Indonésien qui faisait apparemment partie d'un groupe d'agents provocateurs en civil, venus manifester pour l'«intégration» et «contre la présence de journalistes étrangers à Timor-Est». La manipulation orchestrée par les autorités est devenue évidente lorsqu'un agent en civil a tenté de dissimuler des banderoles anti-indonésiennes dans le sac d'un reporter de l'agence britannique Reuter, la presse étrangère étant alors accusée d'«encourager les troubles». Seule l'intervention de l'évêque de Dili, Mgr Ximenes Belo, qui a obtenu des autorités qu'aucun protagoniste ne soit arrêté, a permis d'éviter le pire.

Les autorités semblent vouloir tirer parti d'une situation volatile, où l'exaspération des Timorais est à fleur de peau, pour discréditer les indépendantistes. «Il n'y a pas de prisonniers politiques, seulement des criminels», tonne un porte-parole militaire, le major Simbolom. Le gouverneur de Timor-Est, Abilio Soares, affirmait mercredi que «ceux qui ont brûlé des boutiques, des voitures et jeté des pierres» seront «punis selon la loi».

«L'Indonésie a fait beaucoup pour le Timor-Est, mais qu'a fait le Timor-Est pour l'Indonésie...? Rien!», tranche-t-il. «C'est vrai que Djakarta dépense beaucoup pour le Timor-Oriental explique pour sa part Manuel Carrascalão, le propriétaire d'une plantation de café et l'un des 27 députés timorais (sur 45 sièges, dont 9 réservés à l'armée) du Parlement local. «Mais la plupart de cet argent va dans les poches du gouverneur, du vice-gouverneur (un militaire), du secrétaire de la région (un

Javanais) et de leurs familles qui monopolisent tous les projets de développement du gouvernement»

Alors que les autorités indonésiennes commencent à peine à envisager l'octroi au Timor-Oriental, d'un statut de "territoire spécial", sorte d'autonomie très réduite dont bénéficient déjà, en Indonésie, les régions d'Aceh et Yogyakarta, les Timorais ne paraissent prêts qu'à un référendum sur l'indépendance de leur territoire. Pour Djakarta, une telle consultation serait encore "difficile à admettre, mais le gouvernement doit ouvrir le dialogue avec le peuple de Timor-Est", juge M^{re} Belo en mettant en garde le gouvernement du président Suharto contre l'établissement de pourparlers factices, "ce qui, inévitablement, enflammerait encore davantage la situation", selon l'évêque.

L'Eglise fait de la résistance. L'Eglise joue un rôle ambigu sur ce territoire où 90% des habitants sont de fervents catholiques. La *Théologie de la libération* de Leonardo Boff semble être le livre de chevet de la majorité des quelque 30 prêtres du territoire. "L'Eglise a toujours été clandestinement impliquée dans les activités de la résistance", explique l'un d'eux. "L'armée le sait mais n'ose s'attaquer à nous par crainte d'une explosion sociale et de la réaction internationale."

La guérilla ne compte plus aujourd'hui que quelques centaines de combattants. Son dirigeant, Konis Santana, a décrété cette année un cessez-le-feu rejeté par Djakarta. "Il faut que le gouvernement indonésien négocie avec Xanana Gusmão ou Ramos Horta (le représentant en exil du CNRM)", affirme un militant. Dans l'immédiat pourtant, les Timorais s'inquiètent de l'attitude de l'armée lorsque, dans quelques semaines, les regards se seront à nouveau détournés de leur petit bout d'île oublié. Lundi, le commandement militaire indonésien a fait expulser deux journalistes étrangers accusés de "fomentation des troubles" à Timor. "Dés que la presse internationale sera repartie, les autorités régleront leurs comptes (avec leurs opposants)", prédit un haut responsable de l'université.

Incidents religieux

Le 28 juin, deux soldats indonésiens musulmans, se faisant passer pour de fidèles chrétiens, ont pénétré pendant la messe dans l'église de Saint-Joseph à Remexio (sous-district de Dili) et demandé à recevoir la communion. Ils se sont alors saisi des hosties qu'ils ont jeté à terre et piétinées.

Malgré les excuses du colonel J. Lumintang, Commandant de Timor-Oriental, l'arrestation des deux soldats et l'annonce qu'ils passeraient en cours martiale, le sacrilège a provoqué de vives réactions de la population. Le jour même, les fidèles se sont massés autour de l'église et ont attaqué les soldats. L'armée a dispersé la foule en tirant en l'air et arrêté dix personnes.

Le 11 juillet, 350 personnes ont manifesté à Dili en exigeant un procès public pour les deux soldats.

Le 13 juillet, trois agents des renseignements de l'armée et de la police sont entrés dans le campus de l'Université Timor-Timur et ont insulté deux nonnes qui passaient des examens. Les étudiants, indignés, ont rattrapé deux des trois agents pour les identifier et les ont blessés sérieusement. La force militaire a envahi le campus, faisant des dizaines de blessés et de nombreuses arrestations. Parmi les blessés, deux personnes ont été vues le 14 juillet au matin la gorge coupée.

Ce même matin, 500 manifestants ont marché sur le "Parlement régional" de Timor-Oriental avec des banderoles demandant la liberté religieuse à Timor-Oriental. Deux unités anti-émeutes sont intervenues. Il y aurait eu plus de 20 blessés et 70 arrestations. 14 personnes ont été gardées par les troupes anti-émeutes pour être interrogées, le sort des autres n'est pas clairement élucidé.

Le campus de l'Université Timor-Timur, occupé par 300 étudiants, ainsi que le Parlement, ont été encerclés par les forces de sécurité, lourdement armées, pendant toute la journée du 14, jusqu'à ce que les étudiants aient accepté de se disperser sans autres affrontements. Une information non-confirmée fait état de quatre morts.

Un étudiant organisateur a été arrêté le 23 juillet, battu publiquement pendant trois heures avant d'être emmené par les soldats vers une destination inconnue.

Document Agir pour Timor Paris

◆ CAMPAGNE EN FRANCE

Une grande campagne de solidarité avec le Timor-Oriental s'est déroulée en France entre mars et juin. Coordonnée par Peuples solidaires, cette action a eu le soutien actif de plusieurs associations et organisations, dont nos amis de "Agir pour Timor" et a permis d'informer un large public sur la situation à Timor-Oriental.

Outre Peuples solidaires et Agir pour Timor, ont pris part à cette action la CIMADE, Justice et Paix, la FIDH, RITIMO, le CRID, le CCPF, le SNES, la FSU et la CGT.

◆ JOURNAUX INTERDITS

Le gouvernement indonésien a interdit à la vente, en juin, trois hebdomadaires de grande circulation (Tempo, Editor et DeTik) qui avaient osé poser des questions sur l'achat par Djakarta de la flotte de l'ex RDA.

Cette interdiction, ainsi que celle du syndicat indépendant SBSI, intervenue aussi en juin, est un nouveau signe des difficultés du régime, déjà évidentes durant le congrès du GOLKAR, parti au pouvoir à Djakarta.

◆ LES USA INTERDISSENT LES VENTES D'ARMES LEGERES

Le 10 août, le Sénat américain a approuvé l'interdiction de la vente d'armes légères à l'Indonésie et a gelé l'aide à la formation des militaires de Djakarta, dans le cadre du vote sur la loi de la Coopération pour le développement.

Le comité du Sénat chargé de la préparation de la loi avait envisagé l'embargo total des armements à l'encontre de l'Indonésie, mais il a finalement cédé aux pressions du lobby indonésien et s'est limité à l'interdiction des armes utilisables contre des manifestants.

◆ REUNION DU CGI A PARIS

A Paris, le CGI, le club des pays donateurs de l'Indonésie, a augmenté, en juillet, les crédits accordés à ce pays à titre d'aide au développement.

Les augmentations les plus importantes ont été accordées par les gouvernements britannique et espagnol. Ces deux Etats membres de l'Union européenne ont conclu d'importants contrats de ventes d'armes à Djakarta.

Un entretien de Ramos Horta

LA VOIE DU REFERENDUM

Dans un entretien au journal "Le Monde", Ramos Horta a expliqué la position de la résistance timoraise (maubère) dans les négociations en cours avec l'Indonésie sous l'égide des Nations Unies.

"Alors que l'invasion indonésienne remonte à dix-neuf ans, nous avons réussi, grâce à notre résistance, à maintenir la question de Timor-Oriental suffisamment à l'ordre du jour pour que, le 6 octobre, le ministre des affaires étrangères de Djakarta, Ali Alatas, juge nécessaire d'avoir avec moi, en marge de la session de l'ONU à New-York, deux heures et demie de dialogue." José Ramos Horta, ancien ministre des affaires étrangères de l'éphémère gouvernement timorais est à présent le porte-parole du Conseil national de la résistance maubère, qui incarne l'aspiration de ses compatriotes à l'autodétermination et à l'indépendance - la tête la plus visible du mouvement depuis que son numéro un, Xanana Gusmão, a été arrêté (novembre 1992) et condamné à la prison à vie.

Sept ans pour décider

Exilé depuis la fin de 1975 (il a surtout vécu aux Etats Unis, et est aujourd'hui professeur en Australie), M. Horta, de passage en France, ne donne pourtant pas l'impression d'un vaincu de l'Histoire: "L'Indonésie a, en fait, complètement perdu la bataille politique, celle qui consiste à rallier les coeurs et les esprits des gens, dit-il. Même la minorité, qui, en 1975, défendait l'intégration avec Djakarta, est aujourd'hui passée du côté de la résistance. La puissance Indonésie n'a plus pour elle que la supériorité militaire".

Comment s'est passé l'entrevue avec M. Alatas? "Nous ne sommes tombées d'accord sur aucun point. Il semble, en effet, que l'Indonésie songe à une forme d'autonomie octroyée, à l'occasion du cinquantième de son indépendance, l'année prochaine. Mais je ne crois pas que cela puisse satisfaire le peuple. Je lui ai assuré que nous sommes disponibles pour le dialogue, de sorte que l'Indonésie puisse se dégager sans que cela provoque un traumatisme national et une énorme crise dans l'armée."

"Pour ce faire, ajoute M. Horta, je lui ai rappelé le plan en trois points que nous avons présenté en 1992 devant le Parlement européen: 1) une phase de deux ans, que nous appelons "humanitaire", durant laquelle le territoire sera

démilitariser, la fonction publique civile sera "timorisée", et où l'arrivée massive chez nous de migrants d'autres îles sera interrompue - l'ONU devant être présente, par un délégué du Secrétaire général et pas ses agences; 2) une phase qui commencera par l'élection, pour cinq ans, sous contrôle des Nations Unies, d'une assemblée territoriale; 3) par un vote aux deux tiers des élus confirmé par un référendum, l'ultime phase sera soit un prolongement de cette phase d'autonomie, pour cinq ans encore, soit une accession à l'indépendance."

"L'hypocrisie internationale"

"L'Indonésie, dit encore M. Horta, aurait ainsi sept ans pour abandonner son attitude présente de morgue et de violence et se gagner les Timorais, ou se préparer à un éloignement de notre part - hypothèse que se juge, bien sûr, comme la plus probable." M. Horta se dit patient: "Depuis ce 22 décembre 1975 où le conseil de sécurité a voté à l'unanimité en faveur du retrait immédiat de l'Indonésie et l'autodétermination de Timor-Oriental, j'ai appris à compter avec l'hypocrisie internationale organisée! Car les Etats-Unis, la France, la Grande-bretagne, pour ne rien dire de Pékin ou Moscou, n'en ont pas moins continué à fournir des armes à Djakarta."

Mais le porte-parole des indépendantistes timorais note aussi des évolutions qui, positives ou non, vont plutôt dans le bon sens pour eux: "Certains immigrés commencent à comprendre qu'ils ne pourront sans doute pas rester impunément à Timor, face à l'hostilité croissante de la population de souche, et des centaines sont déjà repartis après les incidents de ce mois de novembre; une certaine montée d'intégrisme musulman dans tout le pays, jadis tolérant en matière religieuse, nous vaut aujourd'hui de voir des solidarités en provenance d'îles voisines, celles situés à l'est de l'archipel, où on nous perçoit un peu comme un rempart contre une islamisation; enfin l'intelligentsia indonésienne tend depuis quelque temps à considérer que notre combat pour l'autodétermination et son combat pour la libéralisation du régime se complètent."